

ANNONCES LÉGALES



Publiez vos marchés publics

• ledauphine.marchespublics-eurolegales.com

Publiez vos formalités

• ledauphine.viedessocietes-eurolegales.com

CONTACTS HAUTES ALPES

04 50 51 97 47

LDLlegales05@ledauphine.com



Le Journal d'Annonces Légales de référence

Mentions légales : Dans le cadre de la transparence de la vie économique, les parutions des annonces judiciaires et légales sont régies par l'Arrêté du 21 décembre 2012 modifié le 16 décembre 2019, qui fixe les règles de présentation ainsi qu'une tarification obligatoire, soit 1,78 € HT/mm colonne pour 2020.

VIES DES SOCIÉTÉS

Constitutions de sociétés

MISOUN CHAI

Aux termes d'une ASSP en date du 16/11/2022, il a été constitué une SARL ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : MISOUN CHAI

Objet social : Une activité de restauration ambulante ou sédentaire, de vente sur place ou à emporter de plats cuisinés, sandwichs et de boissons avec ou sans alcool, de livraison, d'organisation d'événements en tout genre, d'ateliers, de dépôt de pain, de vente de produits locaux, d'importation et de vente de produits alimentaires et d'artisanat.

Et généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières, immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement dans le respect des dispositions légales en vigueur.

L'emprunt de toutes sommes nécessaires à la poursuite de l'objet de la société.

Siège social : La Rua, 05600 Risoul

Capital : 1000 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS GAP
Co-gérance : Monsieur LOMBARD Jean-Baptiste, demeurant La Rua Risoul et Madame RASHID Asbah, demeurant La Rua, 05600 RISOUOL

Jean-Baptiste Lombard et Asbah Rashid

330949600

Clôture de liquidation

PROPERTY PETE

Société à responsabilité limitée au capital de 5.000 €

Siège : Hameau de Fontchrienne 05100 BRIANCON

533395380 RCS de GAP

Par décision de l'AGO du 09/11/2022, il a été décidé d'approuver les comptes de liquidation, donné au liquidateur M. CODDINGTON Peter 31 Hameau de Fontchrienne 05100 BRIANCON, quitus de sa gestion et décharge de son mandat et constaté la clôture de liquidation au 09/11/2022. Radiation au RCS de GAP.

331115800

MARCHÉS PUBLICS ET PRIVÉS

Procédures adaptées (moins de 90000 euros)

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU CHAMPSAUR-VALGAUDEMAR



Avis d'appel public à la concurrence

M. Fabrice BOREL - Président
5 Rue des Lagerons - 05500 SAINT BONNET EN CHAMPSAUR
Tél : 04 92 50 00 20
mél : k.manuel@champsaur-valgaudemar.fr
web : http://www.champsaur-valgaudemar.fr/
SIRET 20006809600011

Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Principale(s) activité(s) du pouvoir adjudicateur : Services généraux des administrations publiques;

L'avis implique un marché public

Objet : Réalisation d'une étude pré-opérationnelle pour la mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Renouvellement Urbain (OPAH RU) portée par la Communauté de Communes du Champsaur-Valgaudemar

Référence acheteur : 22AS-CP-0028-H

Type de marché : Services

Procédure : Procédure adaptée ouverte

Lieu d'exécution : 5 Rue des Lagerons - 05500 SAINT BONNET EN CHAMPSAUR

Durée : 7 mois.

Description : Cette étude doit permettre de préciser le contenu de l'OPAH, ses objectifs spécifiques quantitatifs et qualitatifs, les moyens à mettre en œuvre et les engagements de chacun des partenaires collectifs territoriaux, État, ANAH et le cas échéant les organismes HLM.

Elle doit associer sous l'impulsion de la collectivité territoriale en tant que de besoin l'ensemble des acteurs concernés, publics et privés, notamment les services sanitaires et sociaux (DDASS, SCHS, services sociaux du département, CAF), les services et organismes chargés de l'architecture et du patrimoine (service départemental de l'architecture et du patrimoine (SDAP), conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE), les chambres consulaires, les associations, les commerçants et artisans...

Elle doit être suffisamment précises pour permettre l'engagement rapide d'actions après la signature de la convention d'OPAH-RU.

Le marché inclut plus spécifiquement une étude de faisabilité sur des lots opérationnels situés à l'intérieur du périmètre d'étude (centres-bourgs des communes de Saint-Bonnet en-Champsaur, d'Aubessagne, de Saint-Jean-Saint-Nicolas et de Saint-Firmin), susceptibles de bénéficier du dispositif RHI - THIRORI - VIR de l'ANAH.

Classification CPV : Principale : 79311000 - Services d'études

Forme du marché : Les variantes sont refusées

Conditions relatives au contrat

Cautionnement : non concerné

Financement : Budget principal de fonctionnement 30800 chapitre 011 article 617 étude pré opérationnelle

Le mode de règlement est le virement par mandat administratif. Les sommes dues seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Dans la mesure du possible, et pour répondre aux critères de formalisme des factures, il est conseillé de déposer votre facture sur la plate-forme de dématérialisation des factures « CHORUS ».

Pour déposer une facture à destination de notre collectivité, il suffit d'indiquer le numéro de SIRET suivant : COMCOM 200 068 096 00011

Forme juridique : groupement solidaire Conditions particulières d'exécution : NON

Conditions de participation

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés

- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail)

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

- Certificats de qualifications professionnelles.

La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par

tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

Documents à produire obligatoirement par l'attribuaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOTI1) :

- Si l'attribuaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus

Marché réservé : NON

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels :

Documents payants : NON

Remise des offres : 26/12/22 à 17h00 au plus tard.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Validité des offres : 90 jours, à compter de la date limite de réception des offres.

Modalités d'ouverture des offres :

Date : le 27/12/22 à 10h00

Lieu : St Bonnet

Renseignements complémentaires : Il s'agit d'un marché périodique : NON

Le marché s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds communautaires : NON

Instance chargée des procédures de recours : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE, 22,24 rue Breteuil, 13006 Marseille, Tél : 04 91 13 48 13 - Fax : 04 91 81 13 87, mél : greffe.ta-marseille@juradm.fr

Envoi à la publication le : 18/11/22

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Cette consultation bénéficie du Service DUME. Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur : <https://ledauphine.marchespublics-eurolegales.com>

Procédures adaptées (plus de 90000 euros)

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU SISTERONAI-BUËCH

Avis d'appel public à la concurrence

M. Daniel SPAGNOU - Le Président
1, place de la république - 04200 SISTERON
Tél : 04 92 31 27 52
mél : marches.publics@sisteronais-buech.fr
web : <http://www.sisteronais-buech.fr/>
SIRET 20006876500011

Groupement de commandes : Non

L'avis implique un marché public

Objet : Acquisition d'un engin de levage pour les déchetteries de la Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch (CCSB)

Référence acheteur : 2022/DECH/02

Type de marché : Fournitures

Procédure : Procédure adaptée ouverte

Technique d'achat : Sans objet

Lieu de livraison : 05700 LAZER OU 05300 RIBIERS OU 05700 SERRES

Forme du marché : Prestation divisée en lots : non

Les variantes sont exigées : Non

Conditions de participation

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Aptitude à exercer l'activité professionnelle : Liste et description succincte des conditions :

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

Capacité économique et financière :

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles

- Déclaration appropriée de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Référence professionnelle et capacité technique :

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.

- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principales services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.

- En matière de fournitures et services, une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise.

Marché réservé : NON

Réduction du nombre de candidats : Non

La consultation comporte des tranches : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

Visite obligatoire : Non

Renseignements d'ordre administratifs :

Jean-Bernard FOURNIER - Directeur Général des Services
Tél : 04 92 54 10 14

L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil d'acheteur : Oui

Présentation des offres par catalogue électronique : Autorisée

Remise des offres : 15/12/22 à 12h00 au plus tard.

Envoi à la publication le : 18/11/22

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Cette consultation bénéficie du Service DUME. Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur : <https://www.marches-publics.info>

330986500

MAIRIE DE TALLARD

Avis d'appel public à la concurrence

M. Daniel BOREL - Maire
1, Place Charles de Gaulle - BP 26 - 05130 TALLARD
Tél : 04 92 54 10 14 - Fax : 04 92 54 00 81
mél : direction@ville-tallard.fr - web : <http://www.ville-tallard.fr>
SIRET 21050170600019

Groupement de commandes : Non

L'avis implique un marché public

Objet : Marché de travaux - menuiserie

Type de marché : Travaux

Procédure : Procédure adaptée ouverte

Technique d'achat : Sans objet

Lieu d'exécution : Groupe scolaire Saint-Exupéry 05130 TALLARD

Durée : 6 mois.

Description : Groupe scolaire communal Saint-Exupéry

Mise en place de baies solaires de protection

Réfection de bardages de façades

Classification CPV : Principale : 45400000 - Travaux de parachèvement de bâtiment Complémentaires : 45421000 - Travaux de menuiserie

45421143 - Travaux d'installation de stores

Forme du marché : Prestation divisée en lots : non

Les variantes sont exigées : Non

Valeur estimée hors TVA : 105 000,00 €

Conditions de participation

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Aptitude à exercer l'activité professionnelle : Liste et description succincte des conditions :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.

- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés

- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail)

- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail

- Si l'attribuaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus

- Déclaration sur l'honneur que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner, et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

Capacité économique et financière :

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

- Formulaire DC4, Déclaration de sous-traitance (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>)

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles

- Déclaration appropriée de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Référence professionnelle et capacité technique :

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.

- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants.

- Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché

- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.

- En matière de fournitures et services, une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise.

- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat

Marché réservé : NON

Réduction du nombre de candidats : Non

La consultation comporte des tranches : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui